

6 mai 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les défis et priorités du gouvernement, à Paris le 6 mai 2013.

Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et Messieurs les ministres,

Je tenais à réunir le Gouvernement ce matin. Pas simplement, parce qu'il y a un an, jour pour jour, les Français me confiaient la responsabilité de l'Etat. Mais, parce que nous devons prendre ensemble la mesure du temps. Ce qui a été fait depuis un an est consistant, et ce qu'il reste à faire est considérable.

Il y a un an, nous prenions la charge d'un pays rongé par les déficits, alourdi par la dette, affaibli par la perte de compétitivité, mais surtout hanté par l'augmentation continue du chômage depuis 5 ans. Nous n'en sommes pas comptables, et encore moins coupables, mais gouverner, c'est prendre la France telle quelle est. Sans pour autant perdre la mémoire. Et sans recevoir la leçon de ceux qui en 2007 disaient qu'ils étaient à la tête d'un Etat en faillite et qui nous l'ont laissé 5 ans plus tard avec 600 milliards de plus de dette.

C'est pourquoi, sous la responsabilité du Premier ministre, le gouvernement n'a pas attendu pour prendre les mesures correctrices, dès les premiers jours, pour maîtriser la dépense et même appeler de nouveaux prélèvements. Or, ce n'est jamais populaire. Je ne connais pas un gouvernement dans le monde qui, en augmentant les impôts, ait vu une affection irrésistible monter vers lui, même quand c'est réalisé avec esprit de justice. Mais ces décisions étaient le seul moyen d'assurer la souveraineté du pays.

Il y a un an, nous étions confrontés à une zone euro menacée de déclin, à un système bancaire dépourvu de tout contrôle, et à une récession européenne provoquée par une austérité sans limite. Qui ne voit, là encore, le chemin parcouru, depuis un an, sur ce terrain-là ? Et le rôle que nous avons pris pour ouvrir, ce chemin : création de l'union bancaire, préservation de l'intégrité de la zone euro, création de la taxe sur les transactions financières, priorité donnée, enfin, à la croissance.

Il y a un an, et sans faire de promesses excessives puisque j'avais pris 60 engagements, nous connaissions aussi les attentes de nos concitoyens. Elles étaient forcément multiples et intenses, surtout après 10 ans de conduite de l'Etat par la même majorité.

Nous y avons répondu avec sincérité : retour à la retraite pour les personnes ayant commencé à travailler tôt, augmentation du SMIC, créations de postes dans l'Education nationale dès la rentrée 2012, augmentation de 25% de l'allocation de rentrée scolaire, encadrement des loyers... Mais nous avons à faire davantage : être à la hauteur de la gravité de la situation du pays et être capables d'arrêter le décrochage et le déclin et faire des réformes : celles qui avaient été repoussées, reportées, remises pendant des années. Nous les avons engagées, et dans le pire des contextes : une croissance nulle depuis 2008. La production en France est exactement au même niveau fin 2012 qu'elle était au début de 2008. Dans un contexte de plans sociaux complaisamment différés et d'un chômage à son plus haut niveau.

Et pourtant, nous avons fait 4 choix majeurs pour notre pays :

Le sérieux budgétaire : en 2012, la dépense publique a été strictement identique à ce qui avait été prévu. Nous ferons le même effort en 2013, et même davantage en 2014, au moins pour l'Etat. Nous en recueillons déjà les fruits : les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas sur les emprunts d'Etat. Le trajectoire, fixée par la Commission européenne, a été accomplie et nous y

emprunts d'Etat, la trajectoire, fixée par la Commission européenne a été assouplie et nous y sommes pour beaucoup. Assouplie pour nous, mais aussi pour bon nombre de pays de la zone euro. Enfin, le déficit structurel, celui qui n'est pas affecté par la croissance, qui tient nos propres décisions, a été réduit de 2 points de PIB en 2012 et 2013.

Le pacte de compétitivité : crédit d'impôt mais aussi accompagnement de la création d'entreprise, de l'innovation, de l'exportation.

Nous avons fait, aussi, le choix de maîtriser la finance avec la création de la BPI et la loi bancaire. La réforme du marché du travail, avec la transposition de l'accord du 11 janvier sur la sécurisation de l'emploi.

Voilà les fondements que nous avons posés. Il a fallu, et j'en remercie le Premier ministre, de la ténacité, de la constance mais aussi de la cohérence parce qu'une politique n'est pas une addition de mesures, même justes, même fortes. C'est une inspiration commune, un sens partagé, c'est tout simplement une ligne qui doit être portée envers et contre tout.

Ma tâche est de veiller à cette cohérence. Les réformes qui ont été engagées vont changer le visage de la France. Profondément. Mais, elles demandent du temps, pour donner leur pleine mesure.

Il revient au gouvernement de maîtriser ce temps. Quand je dis maîtriser ce temps, ce n'est pas le retenir, c'est au contraire l'accélérer. Ce n'est pas simplement de défendre un bilan, c'est être à l'offensive. Un an, c'est court mais quatre ans ce n'est pas long. Voilà l'enjeu.

Je comprends le scepticisme des Français. Depuis des années, il leur a été demandé tant de sacrifices, par tant de gouvernements sans résultats. Il leur a été annoncé tant de sorties de tunnel, sans qu'ils n'entrevoient jamais la lumière. Promis tant de réformes supposées être les dernières, quelles finissent par engendrer le fatalisme. La question majeure qui tenaille les Français est de savoir si notre pays peut encore tenir son rang, sa place, son niveau dans la compétition mondiale. Et si eux-mêmes peuvent réussir.

J'avais indiqué que mon quinquennat comporterait deux phases. La première le redressement, nous y sommes pendant laquelle des réformes difficiles mais indispensables seraient conduites et une phase de dépassement, pour permettre de changer de modèle, et, de vivre mieux.

Nous sommes dans le redressement. Mais déjà nous devons entrevoir le dépassement. Nous devons nous concentrer pour l'année qui vient sur trois grandes priorités, celles que je demande au gouvernement de mener à bien.

La première, c'est la bataille pour l'emploi. J'ai fixé l'objectif d'inverser la courbe du chômage à la fin de l'année. Je le répèterai autant qu'il est nécessaire car c'est le but, et il doit être atteint. Il est à notre portée.

Comment ? D'abord en créant le meilleur environnement pour nos entreprises.

Sur le plan réglementaire, c'est le choc de simplification, avec l'allègement des procédures, l'accélération des prises de décisions, la réactivité des administrations. Nous le montrons avec les ordonnances sur le logement.

Sur le plan fiscal, le gouvernement donnera plus de visibilité, de stabilité et même de sécurité aux entreprises qui doivent connaître la donne pour le quinquennat.

Sur le plan financier, la BPI doit encore accentuer, accélérer ses interventions. Et nous devons mobiliser l'épargne privée. Ce sera le sens de la réforme de l'assurance vie, la création du PEA pour les PME, et le financement participatif. Le rôle de l'économie sociale et solidaire devra être également renforcé.

Mais d'ici le retour de la croissance provoqué par nos mesures, l'Etat doit mobiliser toutes ses forces pour réduire le nombre de demandeurs d'emploi : emplois d'avenir, contrats de génération, emplois aidés. Et notamment pour les jeunes.

La seconde priorité c'est la jeunesse.

Je pense d'abord à l'accueil des jeunes enfants. Je demande que des dispositions soient prises pour augmenter le nombre de places d'accueil avec des moyens financiers innovants et que la préscolarisation soit amplifiée.

La jeunesse, c'est la refondation de l'école qui doit être rapidement mise en œuvre : école du professorat, encadrement des élèves du primaire, lutte contre le décrochage scolaire.

La jeunesse, ce sont les universités où les taux de déchet doivent être réduits, les étudiants mieux accompagnés, mieux orientés. La jeunesse, c'est la formation sous toutes ses formes et notamment en alternance, pour tous les niveaux de qualification.

Enfin la dernière priorité, c'est la préparation de l'avenir.

Notre pays a besoin de prendre maintenant de l'avance, et dans de grands domaines. C'est le rôle de l'Etat que de les fixer, les déterminer et de réunir tous les moyens publics comme privés pour le long terme. Chaque fois que l'Etat a agi ainsi dans notre histoire, il a permis de grandes réussites industrielles, scientifiques et culturelles. C'est le rôle du président de la République que d'ouvrir ces chantiers.

L'investissement, c'est à la fois la croissance d'aujourd'hui par le soutien de l'activité et celle de demain par l'amélioration de la productivité globale du pays. Le Premier ministre présentera dans les prochaines semaines un plan d'investissements pour les 10 ans qui viennent. Il concernera le numérique, la transition énergétique, la santé, les grandes infrastructures et d'une manière générale, les nouvelles technologies.

Préparer l'avenir, c'est aussi faire des réformes. D'abord celles de l'Etat comme de l'ensemble des niveaux d'administrations publiques.

Ensuite, la réforme de notre système de formation professionnelle pour qu'il bénéficie davantage qu'aujourd'hui aux demandeurs d'emploi et aux salariés peu qualifiés.

Enfin, la réforme des retraites, pour garantir notre modèle social. Malgré les promesses d'hier, le régime général est toujours en déséquilibre. Le déficit atteindra 20 milliards d'ici 2020. C'est donc inacceptable.

Des décisions seront donc prises pour assurer immédiatement les régimes de financement des retraites, et sur le moyen terme, les préserver. Cette réforme se fera dans le dialogue, la justice et la responsabilité.

L'année qui vient doit être celle des résultats. Je dis bien des résultats : sur le chômage, sur le logement, sur l'école, mais aussi le retour de la croissance, sur la maîtrise de la dépense et donc sur le niveau des prélèvements.

Redresser la France, c'est nécessaire. Mais nous devons surtout la faire avancer, la mettre en mouvement, la placer en tête et dans le monde tel qu'il est, c'est-à-dire en plein changement.

Bien sûr que je ignore rien des doutes qui existent.

Mais je sais aussi les oppositions qui nous font face. Elles sont rudes, brutales, mais là n'est pas leur problème. Elles sont là et parfois même dans la rue.

Je sais aussi la violence dont notre société est capable. Notamment l'insécurité. Mais aussi l'intolérance avec les violences racistes et antisémites. Nous devons les combattre avec résolution.

Mais la France a des atouts. Nous sommes un pays qui pèse en Europe par les positions que nous défendons, qui compte dans le monde, par les décisions que nous prenons seuls, par exemple au Mali. Nous sommes un pays qui gagne par la performance de nos entreprises, par l'excellence de notre recherche, de notre culture, qu'il faut défendre. Et cela sera tout l'enjeu de l'exception culturelle dans les négociations qui vont suivre.

Voilà pourquoi le Gouvernement va réussir.

- Il doit se concentrer sur les priorités que j'ai fixées. L'action doit être lisible pour que les Français puissent y adhérer

- Il doit veiller à la cohérence de son action avec le Parlement

- Il doit poursuivre le dialogue avec les forces vives du pays : les élus, qu'il faut respecter parce qu'ils procèdent du suffrage universel, les partenaires sociaux, qu'il faut entendre parce qu'ils sont légitimes, et les organisations professionnelles parce qu'elles sont représentatives.

- Enfin, la dernière condition, c'est l'exemplarité. L'exemplarité, c'est la transparence pour la vie politique. L'exemplarité, c'est l'indépendance de la justice. L'exemplarité, c'est aussi l'égalité entre les citoyens, et c'est pourquoi la loi donnant accès au mariage pour les Français, quelle que soit leur orientation sexuelle, est un progrès.

Le Gouvernement doit réussir. Car le pays a besoin de reprendre confiance en lui-même et de ne pas céder à la frilosité, à la peur, au repli et même à la rupture par rapport à ce que porte la

France en tant que telle : des valeurs universelles, une grande nation ouverte, un grand pays européen, un exemple pour beaucoup de peuples.

Voilà mon devoir, voilà votre responsabilité et voilà la mission que je vous confie Monsieur le Premier ministre.